



RAPPORT SUR LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN SYRIE

2010

İnsan Hakları ve Mazlumlar İçin Dayanışma Derneği

MAZLUMDER İSTANBUL ŞUBESİ

Kalenderhane Mah. C.Y. Tosyalı Cad. No:124-B VEFA / İSTANBUL

info@mazlumderistanbul.org | (+90 212) 526 2440 | Faks: (+90 212) 526 2441

TABLE DES MATIERES

L'APERÇU GENERAL	3
LE SYSTEME JUDICIAIRE, DETENTION ET LES PRISONS	6
LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME A L'EGARD DE L'ORGANISATION DES FRERES MUSULMANS	11
LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME A L'EGARD DES KURDES EN SYRIE	18
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	26
ANNEXES	27

APERÇU GENERAL

LE MASSACRE HAMA DU 2 FEVRIER 1982 ET LA SITUATION GENERALE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN SYRIE

Le 2 février 1982 un grand massacre a lieu à Hama. Ce massacre est un des événements les plus tristes qu'on connaît dans l'histoire récente de notre région. Malheureusement, on n'a pas pu jeter les pas nécessaires jusqu'aujourd'hui à cause du manque d'informations sur le massacre Hama.

Le bombardement qui a commencé le 2 février 1982 à Hama a duré 21 jours et nuits et pendant ce temps 40 milles personnes ont perdu leur vie. Pendant les opérations qui ont commencé après les attaques, les hommes entre l'âge du 13 - 70 ont été arrêtés dans la ville et la plupart d'entre eux sont disparus depuis ce jour. Le nombre des personnes qui ont été arrêtées et sont disparus durant ces jours dépasse 20 milles. L'opération n'a pas seulement été conduite à Hama mais aussi dans toutes les villes de la Syrie et a créé des grandes tragédies. Le nombre des personnes qui ont perdu leur vie durant les jours où les opérations ont été conduites et les jours suivant les opérations est d'environ 70 milles.

800.000 personnes ont dû quitter le pays et le nombre des personnes qui ont quitté leur pays ce jour-là a atteint environ 2 millions. Ces personnes qui vivent encore dans la diaspora ne peuvent plus retourner à leur pays. Les enfants et les petits enfants des familles de Hama qui n'étaient pas encore nés lors des attaques ne peuvent pas non plus retourner à leur pays. Les promesses de l'Administration syrienne à la communauté internationale en ce qui concerne la possibilité du retour de ces personnes à leur pays n'ont pas été tenues. Parmi les personnes qui ont retourné, 1.000 personnes ont été arrêtées et sont encore emprisonnées.

Lors des événements qui ont duré 21 jours, 30 mosquées, 2 églises et 52 pharmacies ont été détruites. Les soldats syriens ont causé la perte de vie et de marchandises des personnes civiles.

Non seulement les musulmans ont été ciblé par les attaques du régime baasiste d'Asad mais aussi les Chrétiens ont subi des attaques semblables.

Certaines lois qui sont encore en vigueur en Syrie constituent la source la plus importante des violations de droit. Ces lois qui s'appliquent encore dans ce pays où il y a l'état d'urgence sont des lois qui violent les droits de l'Homme et vont à l'encontre du droit international.

Les lois qui sont encore en vigueur en Syrie et qui violent les droits de l'Homme et qui contiennent des éléments de répression sont les suivants:

Décret de sécurité (22 décembre 1962)

Décret de protection de la révolution (17 janvier 1965)

Décret de protection de la sécurité de l'Etat (14 janvier 1969)

Décret sur les tribunaux militaires (28 mars 1968)

La Constitution syrienne du 13 mars 1973

Loi No 49 (7 août 1980)

Loi No 39 sur le travail dans les institutions publiques (15 août 1981)

Parmi ces décrets c'est le "Décret 49" qui cause la plus de violations et qui est encore en vigueur. Selon ce décret, adhérer à l'Organisation des Frères musulmans constitue un grand crime et jugent ces personnes avec la peine de mort. Certains des membres de cette Organisation sont condamnés à l'emprisonnement à vie, à l'interdiction de travail, etc.

Il existe aussi des pressions politiques, sociales et culturelles contre les Kurdes en Syrie. La discrimination identitaire visant les Kurdes rend encore plus difficile la résolution du problème au sens historique. Les 350.000 des 1,5 millions Kurdes qui vivent en Syrie ne sont pas reconnus comme citoyens du pays et sont considérés comme des étrangers dans la carte qui leur est donnée. Ces Kurdes sont privés des droits de vote, de propriété, au travail dans les institutions publiques, aux soins de santé dans les hôpitaux publics et de voyager. Les Kurdes ayant le statut de "Ejanibe" ne peuvent se marier officiellement avec les citoyens syriens et les enfants qui sont nés des mariages religieux ne peuvent pas avoir le même statut d'Ejanibe et ont le statut de "Maktoumine" (hors du registre). Les Maktoumine n'ont pas de nationalité ni carte d'identité. Les enfants ayant le statut de maktoumine doivent demander une autorisation politique pour s'inscrire à l'école. Le taux d'inscription des enfants ayant ce statut est très faible à cause des procédures longues pour obtenir l'autorisation. Cette pratique fait partie de la politique du gouvernement de pas éduquer les Kurdes. Les nombre des Kurdes ayant le statut d'Ejanibe et de Maktoumine dépassent 350.000.

Le Président syrien Bachar al-Assad avait promis de résoudre ce problème lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 2.000, mais aucune amélioration n'est faite. La discrimination à l'égard des Kurdes est critiquée par les organismes des Droits de l'Homme qui invitent le régime syrien de mettre fin à cette politique.

La Syrie qui a développé dernièrement de bonnes relations avec la Turquie doit aussi faire des améliorations importantes en matière du respect des droits de l'Homme pour avoir une position respectable sur la scène internationale. Notamment, il faut faire des réformes pour mettre fin à la discrimination à l'égard des Kurdes, changer les lois concernant l'Organisation des Frères musulmans, permettre le retour des dissidents qui vivent encore comme réfugiés à l'étranger et respecter les dispositions du droit international relatives à la détention arbitraire, la torture et aux arrestations injustes.

Les réformes doivent être réalistes et convaincantes. Il est certain qu'une Syrie qui a fait les améliorations nécessaires en ce qui concerne les droits de l'Homme pourra contribuer à la paix régionale et internationale à long terme. En tant que MAZLUMDER, nous espérons que Bachar al-Assad qui a promis de contribuer au processus de l'Ouverture démocratique en Turquie en pardonnant les membres de PKK d'origine syrien lancera aussi l'Ouverture

démocratique dans son propre pays.

MAZLUMDER demande aux responsables syriens;

- De faire une réforme judiciaire afin d'abolir la loi no 49 et autres lois qui sont contre les droits de l'Homme,
- D'ouvrir prisons et les centres de détention aux vérifications des organismes des droits de l'Homme,
- D'informer le public sur les personnes qui sont perdu pendant le processus qui a commencé avec le massacre de Hama jusqu'aujourd'hui tout en suivant une politique plus transparente, juger les personnes qui ont joué un rôle dans les violations, assurer le retour des réfugiés et prendre les mesures réparatrices pour les victimes.
- De prendre en compte que le délai de prescription ne s'applique pas au cas des crimes de guerre et des crimes contre l'Humanité comme c'est vu avec les exemples de Ruanda et de Srebrenica et de rétablir la justice par les mécanismes du droit national.
- De mettre fin à la persécution des Kurdes et régler le problème concernant leur statut national et d'assurer la pleine jouissance de leurs droits fondamentaux.

Ahmet Faruk Unsal
Président général de Mazlumder

SYSTEME JUDICIAIRE, DETENTIONS ET PRISONS EN SYRIE

Lois et Tribunaux

Il est indispensable d'amender les lois syriennes en vigueur qui constituent une source pour les violations de droit et qui nient la dignité humaine. Les lois de "maintien de l'Etat" et de "sécurité" qui sont en vigueur depuis les années 1960 constituent la source des restrictions des droits et libertés fondamentaux. Les lois qui sont encore en vigueur en Syrie et qui violent les droits de l'Homme et qui contiennent des éléments répressifs sont les suivants¹:

Décret de sécurité (22 décembre 1962)

Décret de protection de la révolution (17 janvier 1965)

Décret de protection de la sécurité de l'Etat (14 janvier 1969)

Décret sur les tribunaux militaires (28 mars 1968)

La Constitution syrienne du 13 mars 1973

Loi No 49 (7 août 1980)

Loi No 39 sur le travail dans les institutions publiques (15 août 1981)

Les lois qui sont encore en vigueur en Syrie accordent de compétences assez larges aux "Tribunaux de Sécurité Suprême" qui jugent surtout les accusés politiques. C'est pourquoi le régime syrien considère les violations comme "conformes aux lois".

Par exemple, la loi 49 de 1980 prescrit la peine de mort contre les membres de la confrérie interdite et le considère comme un grand crime. La même loi a constitué la base juridique au massacre de Hama de 1982. Cette même loi est une des causes les plus importantes des violations de droit. Selon la loi, plusieurs personnes sont jugées avec la peine de mort et sont condamnées à l'emprisonnement à vie, longues peine de prison, à l'interdiction de voyager et de travailler. En plus de cela, les actions politiques, la liberté d'expression des opposants au régime sont restreintes encore plus dans l'internet et la presse écrite et orale.

Les Détenus politiques sont accusé généralement de "être membre une organisation illégale":²

Les procédures de jugement appliquées par les tribunaux syriens constituent une autre source de violations. Selon le rapport du Human Rights Watch (HRW) les jugements duraient seulement quelques secondes dans les années 1980 et on ne permettait pas aux détenus de se défendre par un avocat et ils étaient condamnés juste après qu'ils se présentent. Selon le même rapport, un avocat affirme que les accusés sont amenés au tribunal aux yeux fermés et

¹ SHRC, Special Report- Repressive Law in Syria, s.2

² SHRC, Special Report- Repressive Law in Syria, p. 2

les avocats ne peuvent pas assister aux jugements.³ Selon le rapport 2005 du Comité des Droits de l'Homme, si on permet les suspects d'avoir un avocat, son avocat ne peut pas voir le dossier de l'accusé et ni le rencontrer.⁴

Dans le rapport du HRW publié en 2009 intitulé "Loin de la Justice: Le Tribunal de Sécurité Suprême Syrien" on souligne que des milliers de personnes considérées comme "menace contre l'Etat" sont jugés par le Tribunal de Sécurité Suprême (SSSC) doté par des compétences illimitées d'une manière contraire à la loi. Par ailleurs, ces tribunaux se trouvent sous l'autorité du Ministère des Affaires Intérieures qui agit "comme des gouverneurs de la loi martiale" et leurs décisions ne sont pas sujets à une vérification judiciaire. SSSC a jugé au moins 200 personnes dans la liberté d'expression depuis Janvier 2007. Les suspects n'avaient pas la chance de se défendre dans ces tribunaux dont les procès ne sont pas équitables et il n'existe pas de possibilité d'appel.

La plupart des personnes qui ont été jugées dans les SSSC dans ces trois dernières années sont les Musulmans qui sont qualifiés d'"Islamistes" et elles sont accusées principalement de posséder des CD ou des livres des savants musulmans. Les Kurdes ainsi que les auteurs des blogs d'internet sont aussi jugés dans ces tribunaux.⁵

La demande faite par MAZLUMDER au Consulat Général à Istanbul de la République Arabe Syrienne, visant l'ouverture des prisons en Syrie aux vérifications des organismes de défense des droits de l'Homme considérant les plaintes en ce qui concerne les violations de droit, a heurté à des barrières bureaucratiques et face au déterminisme du MAZLUMDER ladite demande a été refusée. Malgré l'envoi des documents aux organismes concernés, aucun résultat n'a été obtenu jusqu'aujourd'hui.

Détention Arbitraire et Arrestations Injustes

Détention arbitraire et les arrestations injustes constituent une des violations de droit très souvent rencontrées en Syrie. Les personnes qui sont opposants au régime ou qui risquent de le devenir peuvent faire l'objet d'une détention arbitraire ou d'une arrestation injuste. Même les familles de ces personnes ne sont pas informées au sujet de ces détentions et arrestations. Très peu d'entre eux sont divulguées à la presse et aux organismes de défense des droits de l'Homme. Notamment, les personnes qui sont accusées d'être membre des "mouvements Islamistes" sont arrêtées le minuit, et leurs familles ne peuvent pas informer le public a cause de la peur et des pressions.⁶

Les détentions arbitraires se font sans avoir confirmé la véracité des informations fausses à propos des personnes et groupes transmises aux forces de sécurité syriennes. Le 'décret de sécurité' qui est en vigueur depuis 1963 crée de base légale aux actions arbitraires des forces de sécurité. "Révéler toutes les menaces probables contre l'Etat et de les éliminer" devient ainsi la base de toutes ces actions injustes.

³ A. Emin Dağ, a.g.e. s (Absence du proces équitable)

⁴ SHRC, Annual Report, 2005, p. 18

⁵ HRW, Far From Justice, Syria's Supreme State Security Court, février 2009

⁶ SHRC, Seventh Report on status of Human Rights in Syria, p.32

La plupart des personnes détenues arbitrairement sont emprisonnées et très peu d'entre eux sont libérées après un processus difficile qui dure des mois⁷. Le Comité des Droits de l'Homme Syrien (SHR C), informe l'opinion publique mondiale au sujet des détentions arbitraires et arrestations injustes en Syrie dans le "Rapport des droits de l'Homme en Syrie" qui est publié chaque année. On peut voir ci-dessous, une partie des détentions arbitraires et des arrestations injustes vécues en Syrie dans les dernières années.⁸

En novembre 2006, les soldats syriens sont entrés dans plusieurs maisons avec l'accusation d'avoir les contacts avec le Parti Tahrir et plusieurs personnes ont été arrêtées. La clinique dentaire de Yasin Hadidi avec la même accusation et lui et les travailleurs de la cliniques sont arrêtés.⁹

L'Administration syrienne n'hésite pas à faire des pressions sur toute la famille et proches d'une personne qu'elle considère comme coupable et qu'elle ne peut pas emprisonner parce qu'elle se trouve à l'étranger du pays. Un autre événement vécu en janvier 2007 démontre comment les responsables syriens nient les principes fondamentaux du droit. Le fils de l'opposant Mohammed Bakkor vivant en Iraq Sufian M. Bakkor a été emprisonné sous prétexte d'être le fils d'un père qui est opposant au régime. Bien qu'il n'y ait aucune preuve qui implique son emprisonnement, il a été arrêté pour forcer son père à abandonner ses travaux politiques¹⁰.

Les étrangers subissent également des détentions arbitraires et des arrestations injustes en Syrie. Cette pratique est assez répandue en Syrie et ce sont les citoyens provenant des pays arabes la subissent généralement. Les citoyens des pays arabes qui viennent en Syrie pour passer leurs vacances, visiter leurs proches et profiter certaines soins de santé sont détenus et emprisonné avec les accusations implausibles. Ces accusations consistent en général à "avoir la pensée vahabiste", "aller à Iraq en passant par la Syrie" et "faire des activités destructives". Les personnes emprisonnées avec ces accusations subissent la torture comme d'autres personnes emprisonnées.

Par exemple un citoyen soudite Amr Hassan Makadi a été arrêté par les responsables syriens le jour où il retournait de la Syrie à l'Arabie Saoudite. Ensuite, une personne a communiqué avec la famille d'Amir et a demandé 50.000 rial pour lui libérer. Sa famille n'a pas non plus pu obtenir d'information sur l'état de santé de leur fils.¹¹

En plus des citoyens soudites, les citoyens du Liban, de la Jordanie, d'Iraq et de Palestine sont emprisonnés en Syrie. Selon SHRC, on ne connaît pas le nombre exact des personnes arrêtées, mais on estime que 2000 personnes citoyens de ces pays se trouvent en prison en Syrie.¹² Si bien qu'on parle des citoyens de la Jordanie emprisonnés dans les années 1980 qui

⁷ SHRC, a.g.e., p.32

⁸ Pour plus de détails voir les chapitres suivants : 'Freres musulmans' et 'Kurdes'.

⁹ SHRC, Report 2008 p. 32

¹⁰ SHRC, Seventh Report on status of Human Rights in Syria, p.34

¹¹ SHRC, a.g.e, p.39

¹² On ne connaît pas le nombre exact de ces personnes. En fait, selon les responsables syriens le nombre des

subissent de la torture.

Une demande faite à notre fondation est la suivante: le père du Muhammed Omar Hayyan Errezzuk qui a fait la demande est un réfugié en Irak et avait quitté la Syrie durant les événements de Hama. Son fils Muhammed Omar Hayyan qui est né à Baghdad en 1985 et qui n'a jamais vu son pays a voulu y retourner alors qu'il était étudiant en Ingénierie en troisième année. Son fils avait demandé aux autorités syriennes s'il y avait un obstacle légal à son retour. Malgré le document (disponible en annexe) de l'Ambassade syrienne à Baghdad qui date du 17.11.2005 et qui autorise le retour de Hayyan, il a été emprisonné sans aucun motif. Errezuk qui est né en "1985 et qui est entré pour la première fois à son pays a été accusé d'être un membre du mouvement des Frères musulmans. Bien qu'il refuse les accusations, Errezzuk est condamné à mort le 13 décembre 2009 avec la décision du tribunal. Sa peine a été remplacée par une peine de prison de 12 ans. La mère d'Errezzuk vit en Syrie tandis que son père ne peut pas retourner à la Syrie depuis 1982.

Torture

La torture est une méthode systématique appliquée par l'Etat comme constaté par MAZLUMDER et dans les rapports des organismes des droits de l'Homme. L'accusation du détenu détermine le degré et la durée de la torture. Les personnes détenues en raison de leurs tendances islamiques et les Kurdes subissent habituellement une torture intense. De plus les personnes accusés des crimes comme le vol, etc. subissent la torture et l'usage de la force disproportionnelle.¹³ La torture est si répandue et légale en Syrie, car le régime syrien ne considère pas la torture comme un crime et n'a pas ratifié les traités internationaux qui visent à éliminer la torture.¹⁴

L'Amnistie internationale et le Comité des Droits de l'Homme Syrien résument les méthodes de la torture pratiquées dans les prisons en Syrie de la façon suivante :

Gifler ou jeter des coups de pied à tout le corps pour agression, frapper avec des bâtons de fer recouvert de plastique, des ceintures de cuir, passer les prisonniers sous l'eau froide après l'eau chaude, enlever les ongles, relier par les roues des wagons pour la torture, la bastonnade, battre les prisonniers en les reliant à un bois appelé tapis vent, donner de l'électricité, avec la méthode ghost-disant de la torture, battre en reliant leurs mains derrière de prisonniers ou en se connectant corps dans l'espace libéré, faire asseoir les détenus dans un siège-linge qui met un bâton incandescent de leur anus, accrocher au plafond et battre, empiéter sur les zones sensibles du corps, notamment les organes sexuelles de l'électricité, briser les bras et les jambes des prisonniers, faire attendre pendant une longue période sans s'asseoir sur l'un des pieds, porter une lourde charge en se déplaçant à se précipiter, d'arrêter assis sur une bouteille par la force ou mettre la bouteille dans l'anus, mettre totalement dans une cellule obscure pendant quelques jours afin d'isoler les détenus, mettre en lumière tout yeux endormis ou de longues périodes durant la journée et la nuit sous les

détenus libanais est de 80 alors que selon les organisations des droits de l'Homme basées au Liban, ils sont environ 850.

¹³ SHRC, Report on Human Rights Situation in Syria over 20 year- period, p.4

¹⁴ SHRC, Seventh Report on status of Human Rights in Syria, p.35

lumières, se cramponner, faire écouter la musique forte, le cri des personnes, menacer les prisonniers que leurs amis ou leurs proches sont sous le risque du viol, de l'enlèvement, d'être tués, harcèlement sexuel et la torture de leurs parents en présence des détenus, faire la torture aux prisonniers aux yeux d'autres prisonniers, insulter les détenus avec des paroles ou en les forçant d'enlever les vêtements de la personne de l'autre sexe et priver les détenus de sommeil, de nourriture de l'air propre, d'utiliser les toilettes, et de la visite de leurs parents."¹⁵

On ne permet pas de soigner les personnes détenues qui subissent des problèmes de santé graves suite à la torture. Ceci entraîne des problèmes de santé permanents et la mort des détenus. Selon SHRC, des centaines de personnes sont mortes à cause des mauvaises conditions et de la torture dans les prisons dans ces vingt dernières années.¹⁶ Les proches des détenus qui sont morts suite à la torture ne sont pas informés et les médecins de la prison déclarent qu'ils sont morts d'une "crise cardiaque soudaine".¹⁷

Personnes disparues

En Syrie les membres des mouvements opposants au régime sont perdus après leur arrestation. On peut parler de plusieurs cas de personnes perdues. Selon les rapports de l'Amnistie internationale concernant les années 1990 et 2000 et notamment dans les années 1980, plusieurs syriens qui sont accusés d'être membre de l'organisation des Frères musulmans sont disparus sans qu'ils soient jugés devant un tribunal. Environ 20.000 personnes sont perdues et aucune information les concernant n'a été obtenue.¹⁸ SHRC précise qu'ils reçoivent des centaines de lettres de la part des familles des personnes qui sont généralement disparues dans les années 80. SHRC a informé l'opinion publique mondiale en partageant les renseignements de 5.000 personnes disparues parmi les 20.000.

Un autre sujet qui doit être recherché consiste aux cimetières en Syrie. On pense que la plupart des perdus se trouvent dans les cimetières qui ont été trouvées par des organismes des droits de l'Homme. Ces derniers ont révélé que les os des cadavres étaient granulés par des machines spéciales. Si bien qu'il a été prouvé qu'une partie de ces os granulés était versée vers la Méditerranée à partir de la ville de Tartus pour supprimer les preuves des massacres.

MAZLUMDER possède une longue liste des 5.000 personnes disparues parmi les 20.000 disparus. Suite à la demande nous pouvons partager la liste publiée dans l'annexe du présent rapport. Avec les organismes de droits de l'Homme et les tribunaux nationaux ou internationaux qui traitent le sujet. On estime que la plupart des personnes qui sont disparues depuis le massacre de Hama sont mortes. Les responsables de la République arabe syrienne doivent répondre aux questions suivantes: Où sont ces 20.000 personnes? Quelles initiatives officielles ou autres ont été prises jusqu'aujourd'hui pour les trouver?

¹⁵ A. Emin Dağ, Suriye, s... ve SHRC, ag.e, p.35

¹⁶ SHRC, Report on Human Rights Situation in Syria over 20 year- period, p.5

¹⁷ SHRC, Seventh Report on status of Human Rights in Syria, p. 37

¹⁸ SHRC, Report 2008, p.13

L'ORGANISATION DES FRERES MUSULMANS EN SYRIE

Contexte historique

L'Organisation des Frères musulmans a été fondée dans les années 1930 par L'Egyptien Hassan Al-Banna et adopte un discours islamique. La branche syrienne de cette organisation a été fondée par un élève d'Al-Banna Abdelgani Hamid qui est aussi un commerçant et un savant dans la ville de Hama.

En 1944 la branche syrienne a acheminé sa période de fondation avec l'arrivée de Mustafa Sibabi à la tête de cette branche et a réussi de réunir les mouvements islamiques en Syrie autour des Frères musulmans. Plusieurs fondations de charité, hôpitaux, de solidarité sociale dans les villes comme Damas, Hama Alep et Humus font partie de la structure organisationnelle des Frères musulmans syriens. Dans les élections de 1947, les Frères musulmans ont envoyé trois représentants à l'Assemblée nationale tandis qu'après les élections de 1952, 33 représentants ont été envoyés à l'Assemblée ayant 142 membres en devenant plus visibles avec ses activités.

Les Frères musulmans ont été la cible de Hafez Al-Assad qui s'est emparé au pouvoir en 1970 et qui se voyait comme "homme unique" en réprimant tous les mouvements dissidents. Avec l'ascension de la violence après 1976, le régime a massacré plusieurs personnes. Plusieurs membres des Frères musulmans sont emprisonnés, massacrés, sont condamnés à la peine de mort et ont subi de la torture suite au conflit entre le régime et cette organisation.

L'arrivée au pouvoir de Hafez Al-Assad

Libérée du mandat français en 1946, la Syrie a passé une période relativement compliquée jusqu'en 1970. Au cours de cette période, plusieurs coups d'Etat militaires en 1963 que la direction s'est passée dans les mains parti Baas de la Syrie. Lui-même un soldat au cours de la période où le parti BAAS était au pouvoir, Assad a renforcé sa position au sein du parti et l'en 1965 il a été élu à l'administration nationale du BAAS.

Il a obtenu dans le temps, le ministère de la Défense et le commandement de la force aérienne. Il a éliminé toutes les branches armées baasistes susceptibles de s'opposer à Assad qui a passé à sa propre commande toutes les forces armées du pays. Depuis 1967, Assad a déterminé la politique intérieure de Syrie et en 1970, il a réprimé ses opposants dans le parti Baas et a lancé le pouvoir de "l'homme unique". Comme la plupart des dictateurs, il a voulu justifier sa prise du pouvoir en 1971 avec un référendum 99% des suffrages.

Hafez al-Assad est un membre de la minorité alaouite qui représente 10% de la population en Syrie. La minorité Alawi, ne s'entend pas très bien avec la majorité sunnite et les Alawis ont aussi réussi à accéder à des postes clés dans l'administration de l'Etat un siècle plus tard grâce au nouveau président Alawi. Hafez al-Assad a fait partager les postes des institutions étatiques les plus importantes parmi proches et des personnes de la minorité alaouite.

Durant son pouvoir qui a commencé à partir de 1970, Al-Assad a dirigé avec une poigne de fer tout le pays et les travaux d'aucune opposition n'ont été autorisés. En Syrie ou la Presse et publications sont dans le monopole de l'Etat, l'opposition n'est pas autorisée à travailler. En 1972, beaucoup de partis y compris les Frères musulmans n'ont pas pu pas participer aux élections et c'est ainsi que l'autorité d'El-Assad est devenue encore plus forte. Administration Assad a maintenu son autorité à partir du début des années 70 en interdisant les mouvements dissidents et même par l'organisation de l'assassinat de dissidents poursuivis à l'étranger qui ont échappé à l'interdiction.

Les milliers de membres des Frères musulmans qui sont opposés aux politiques d'Al-Assad à dans les années 60 et 70 ont perdu leur vie suite à la violence exercée par l'Administration, des dizaines de milliers de personnes croupissent dans les prisons et on trouve aujourd'hui une centaine de milliers de personnes réfugiés.

La loi no 49 qui a été adoptée pour mettre fin au mouvement des Frères musulmans a causé de nouveaux actes de violence et a légitimisé (!) le massacre de masse.

Selon l'article premier de cette loi; "toute personne qui est un membre de l'organisation des Frères musulmans est considéré comme coupable et son exécution est décidée".

C'est dans les années 1980, Hafez al-Assad a mis en vigueur la loi no 49 qui prescrit la peine de mort pour les membres du mouvement des Frères musulmans. Ensuite, les troupes militaires, commandées par son frère Rifaat Assad ont massacré les 550 membres des Frères musulmans détenus dans la prison de Palmyre ont été tuées dans des exécutions extrajudiciaires.

L'opération a été mise en œuvre principalement dans les villes du Nord près de la frontière syrienne de la Turquie et dans toutes les autres villes.

La loi no 49 datée du 7 Juillet 1980 prescrit la peine de mort à tout membre des Frères musulmans. Suivant cette loi, des dizaines de milliers de personnes ont été exécutés en Syrie. Comme une exigence de cette loi, depuis 30 ans, les personnes accusées d'être les membres des Frères musulmans ont été emprisonnées et exécutées. On a tenté de justifier par cette loi l'assassinant de milliers de personnes au minuit dans les rues de la Syrie,.

Après un quart de siècle qui a passé avec les meurtres, la torture et la persécution, la loi no 49 est toujours en vigueur.

Nous invitons les organisations internationales, les organisations des droits de l'Homme et les tribunaux internationaux de reconnaître que la loi n ° 49 et ses dispositions qui sont contraires aux droits de l'Homme et de rendre des comptes les autorités syriennes qui ont commis des crimes reposant sur cette loi devant les tribunaux internationaux.

Réfugiés

Après le massacre de Hama, la plupart des dissidents ont dû quitter le pays. Les personnes qui ont pu fuir au massacre se sont réfugiés aux pays voisins. Les membres des Frères musulmans dont le nombre a atteint aujourd'hui environ 2 millions de personnes se sont réfugiés à plusieurs pays en commençant par Iraq, Jordanie, Yémen et Turquie. Ces personnes ne peuvent pas retourner depuis des années. S'ils retournent à la Syrie, ils sont condamnés à la mort ou une longue peine de prison dans le cadre de la loi no 49.

Les familles qui ont quitté la Syrie après le massacre de Hama sont allées dans les pays différents et on trouve aujourd'hui des centaines de familles dont les membres sont séparés. Un syrien de Hama qui fui la Syrie en 1982 nous rapporte qu'il vit à Yémen, sa femme se trouve en Syrie, un de ses fils vit en Jordanie et l'autre en Turquie. Ces personnes ne possèdent aucun passeport ou droit dans le pays où elles résident et ont difficulté à prouver leur identité car elles n'ont pas de carte d'identité. Les femmes qui ont perdu leur mari lors des massacres ne peuvent pas se remarier faute de preuve de décès.

Les membres des Frères musulmans ne sont pas autorisés à retourner même dans la période de détente qui a commencé vers la fin des années 1990.

Personnes Disparues

Depuis 1980, plusieurs membres des Frères musulmans sont disparus après leur arrestation. Déjà, les prisonniers ne peuvent pas même communiquer avec leur avocat. Les membres des familles qui cherchent leurs enfants perdus après leur arrestation risquent d'être emprisonnés. On ne peut pas communiquer avec les milliers de personnes emprisonnées en Syrie. Environ 20.000 personnes qui sont disparues dans le massacre de Hama ne sont pas encore trouvées.

Massacre du Prison Tadmur (Massacre Palmira)

La prison de Tadmur qui a été fermée en août 2001 suite à la mort de Hafez Al-Assad, était ouverte pour la première fois pour séparer les personnes emprisonnées pour être membre des Frères musulmans d'autres détenus. Il est connu que les détenus dans ce prison subissent différents types de la torture par le choc électrique, battre avec des bâtons de fer, etc.

Tous les détenus dans la prison de Tadmur ont perdu leur vie lors du massacre de Palmira qui été commis par les forces commandées par Rifat Al-Assad suite à l'ordre Hafez Al-Assad exigeant la mort de tous les membres des Frères musulmans.

Une force spéciale appelée le garnison de sécurité qui est dotée de ses propres forces aériennes et indépendante de l'armée régulière était sous le contrôle de Rifat Al-Assad suite à l'entrée en vigueur de la loi no 49 qui prescrit la peine de mort pour les membres des Frères musulmans. C'est cette force qui a massacré les détenus dans la prison de Tadmur. Selon le rapport de l'Amnistie internationale publié en 1983, environ 600 et 1000 détenus ont été massacrés dans cette prison.

Selon les informations que Human Rights Watch a obtenues des anciens détenus, les cadavres se trouvent dans les cimetières et ne sont pas donnés aux familles. En 2001, un activiste des droits de l'Homme Nizar Nauf a affirmé que "avant l'année 1991, il a ouvert certains des cimetières où il a trouvé les cadavres des détenus tués dans le prison de Tadmur et suite à ses déclarations *"les forces de sécurité ont transféré les cadavres ailleurs"*.

Selon HRW, les exécutions étaient menées deux fois par semaine dans la prison de Tadmur entre les années 1980 et 1983. A chaque fois 35-50 personnes ou plus étaient exécutées. Le premier jour de l'année 1984, 180 détenus ont été exécutés c'était l'exécution la plus sanglante connue jusqu'à ce jour. En 1985, les exécutions ont été suspendues. En 1986, suite aux actes de violence à Damas et en Syrie, les exécutions ont intensifié de nouveau. Dans les années suivant les exécutions ont continué et en juillet 1989, 160 détenus ont été exécutés ensemble.

Ces exécutions dans la prison de Tadmur constitue une violation de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'Amnistie internationale a rapporté dans les années 90 et 2000 le mort de plusieurs détenus suite à la torture, même si plusieurs détenus politiques étaient libérés. Bachar Al-Assad, qui est arrivé au pouvoir en Syrie en 2000, a pardonné, après la mort de son père, certains détenus politiques parmi lesquels on trouve aussi des activistes des droits de l'Homme.

Le Massacre Hama

Le 2 février 1982 une des opérations la plus sanglante a été menée par l'Administration Assad pour éliminer les groupes dissidents au début des années 1970 et 1980. Rifat Assad et ses 12 mille soldats ont tenté de tuer 5000 personnes incluant les membres de 100 familles ayant des liens avec les groupes dissidents afin d'éliminer les membres des Frères musulmans dans toutes les villes de la Syrie en commençant par Hama. Toutes les maisons ont été brûlées avec les personnes à l'intérieur et les parents ont été massacrés devant les yeux de leurs enfants.¹⁹

L'Administration Assad a massacré les femmes, les enfants et les personnes innocentes. Selon le rapport de l'Amnistie internationale, "les rues ont été bombardées pour permettre les forces armées d'y passer pendant les cinq premiers jours du massacre. Après le bombardement qui a duré des jours, la ville était encore sous le siège malgré la déclaration du ministre de la défense Mustapha Talasse selon laquelle la révolte a été réprimée le 15 février. Dans les deux semaines qui ont suivi, plusieurs personnes ont été arrêtées et les forces de sécurité ont massacré les habitants de la ville. Selon l'Amnistie internationale, le 19 février 70 personnes ont été massacrées dans l'hôpital à l'extérieur de la ville et toute personne qui habite dans la région de Hader a été exécutée par les forces armées. On a eu recours au cyanure afin de tuer les suspects qu'on estime qu'ils sont cachés dans les bâtiments. De plus, les habitants de la ville ont été détenus dans les aéroports et les camps militaires et le stade de la ville sans leur donner quelque chose à manger.

¹⁹ Pour plus de détails voir: Ahmet Emin Dağ "Suriye".

La violence appliquée par le régime pour réprimer les dissidents a duré plus de trois semaines. Bien que Assad a affirmé le 24 février que les actes de violence ont pris fin, les routes étaient encore fermées. C'était un massacre cruel, les forces militaires ont eu recours à l'artillerie à longue portée et fait des bombardements en utilisant des hélicoptères qui ont versé des bombes sur la population de la ville rasée avec des bulldozers. Certains habitants de Hama qui ont survécu au massacre ont décrit que " l'odeur des cadavres avait couvert toute la ville". Il y avait des blessés et des morts des cadavres sous les ruines de bâtiments détruits, les rues. Les soldats avaient même violé les cadavres. Beaucoup de gens qui résidaient au cours du conflit à Hama mais venant de l'extérieur de la ville ont été exécutés.

Le massacre de la Famille du Sheikh Osman de Hama tel que raconté par un témoin

"Soldats de l'armée syrienne avaient attaqué le 20, février 1982 la maison Sheikh Muhyiddine Osman qui a plus de 80 ans et qui habite dans Hayy Charkiyya (district de l'Est).

Ses enfants, ses petits-enfants, ses belles filles et sa conjointe étaient à la maison. Ils ont tenté de l'arrêter. Les membres de la famille qui s'opposent ont été tués. Environ 30 personnes ont été tuées. Voici les noms de certains de ces personnes:

Conjointe de Muhyiddine Sheikh Osman qui est de la Famille Sinab
Conjointe de Ahmed Sheikh Osman qui est de la Famille Tahmaz
Conjointe de Mohammed Sheikh Osman qui est de la Famille Mansur
Conjointe de Osman Sheikh Oussama
Femme qui est de la Famille Hani et les trois enfants de Sheikh Osman Memduh
Fille Nuria de Sheikh Osman Muhyiddin et ses sept enfants
Enfants de Sheikh Ahmed Osman – Muhyiddin, et Nebil Me'mun
Fils de Sheikh Mohammed Osman, Dujane

Là encore certains membres de cette famille qui ont été tués;

- Omar Sheikh Osman.
- Ibrahim Sheikh Osman.
- Zübeyir Sheikh Osman.
- Faisal Sheikh Osman.
- Ziyad Sheikh Osman.
- Osman Sheikh Osman.

Tous ont été tués, et leur maison était détruite et le père Sheikh Osman Muhyiddin est décédé en détention et avait plus de 80 ans lorsqu'il a été tué.

Lors d'attaques la plupart de mosquées dans la ville ont été détruites. De même, les églises dans la ville ont été endommagées par les bombardements. 38 mosquées et centres islamiques ont été détruits lors des bombardements, 19 mosquées ont été endommagées et certains étaient utilisés à différentes fins par le gouvernement. Personne n'a pu empêcher la

destruction des églises de Hama par les bombardements. La fameuse église El-Jedidah considérée comme monument archéologique était ruinée. De nombreux monuments historiques ont été endommagés dans les bombardements. Deux églises ont été détruites suite à l'attaque le même jour.

Suite au refus des forces de sécurité de toute intervention médicale de milliers de victimes ont été abandonnées à la mort. Certains habitants vivants de Hama ont été enterrés dans des fosses communes. 185 patients sont morts suite aux bombardements des hôpitaux Hammam al-Seyh, Al-Huda, Karaté Club et Zanuba par les forces de sécurité. Toutes les pharmacies de la ville ont été pillées par les soldats. Un seul des 52 pharmacies n'a pas été pillé. Parmi les victimes des massacres, on note des nourrissons de 40 jours et à même des embryons dans l'utérus. Les nourrissons ont été roulés sur le balcon devant les yeux de leurs mères. Les soldats ont causé la mort d'un enfant en massacrant une femme enceinte.

De nombreux enfants sont morts à cause des pénuries alimentaires qui ont duré de plusieurs semaines. Connaissent la forme la plus sévère de l'horreur, les enfants Hama ont été contraints d'utiliser les armes des soldats blessés dans le but de se défendre. Des soldats ont coupé les mains des femmes qui ont refusé de donner leurs bijoux. Beaucoup de femmes ont été tuées par le viol et la torture des soldats. Les soldats qui ont refusé l'application de la violence contre les femmes et les enfants ont été tués. Les personnes âgées ont été exécutées sans distinction. Personnes âgées qui essaient d'enterrer leurs fils ont été brutalement assassinées. Les forces de sécurité n'ont pas autorisé les gens à enterrer leurs morts, ils ont même tué ceux qui ont tenté de le faire. La ville était couverte par l'odeur des cadavres et le danger d'épidémie était apparu.

Dans les derniers jours de ce massacre, le nombre de personnes disparues a augmenté de façon constante. Le 26 février 1982, Les autorités supérieures ont multiplié les arrestations a sous prétexte de compléter l'enquête. 1500 personnes y compris Mufti de Hama ont été arrêtées par la violence. Ces personnes sont disparues suite à leur détention. Le 22 février 1982, Rifat al-Assad avait ordonné la séparation de 1000 employés, tous fonctionnaires et responsables de la mosquée d'autres détenus. Emmenés dans un lieu inconnu depuis ce temps, aucune nouvelle n'a été obtenue concernant ces détenus. Les familles ont connu des difficultés pour assurer leur subsistance comme conséquence du changement dans la proportion des hommes et des femmes dans la ville après le massacre. Les magasins pillés par des soldats sont mis en feu et alors les sources de revenus de la population de la ville ont été détruites. " ²⁰

Après le massacre de Hama, 800.000 Syriens ont été forcés à quitter leur pays. Le massacre de Hama qui est l'un des plus grands massacres du 20ème siècle, a également été traité largement dans la presse étrangère.

Dans l'article paru en mai 1982 dans le magazine français, on a déclaré que le massacre de Hama a causé plus de perte de la vie humaine que la guerre avec Israël en Octobre a fait.

²⁰ Pour avoir plus de détails voir : Ahmet Emin Dağ, "Suriye".

Dans un article publié dans le magazine The Economist en mars 1982, le suivant a été noté concernant le massacre de Hama, " peut-être personne ne saura jamais ce qui a été vécue dans la ville de Hama qui est à 120 miles de la capitale Damas. C'est seulement trois mois après que le gouvernement syrien a autorisé les journalistes à entrer dans la ville entourée par des chars et l'artillerie

Kerem et photos du massacre Hama

Etudiant dans la Faculté de Médecine en 6ème année de l'Université Damas, Kerem a pris des photos de l'horreur dans la ville de Hama à l'intérieur de sa voiture en se cachant des fonctionnaires syriens. Il était allé dans la région deux mois après la fin des actes de violence. Ensuite, il est allé à Trablus pour partager ses photos et dès son retour en septembre à la Syrie, il a été tué et sa maison a été détruite par le régime syrien.

La zone Historique de la ville où le massacre a eu lieu était détruite complètement avec des bulldozers. Selon les Frères musulmans, le nombre des victimes est plus que 40.000. Mais ces estimations sont données selon les chiffres reçus à l'hôpital, le nombre de personnes mortes qui n'ont pas pu accéder à l'hôpital est inconnu.

Les bombardements visaient les églises ainsi que les mosquées. 8000 Chrétiens vivaient en paix avec les Sunnites depuis des siècles dans la ville.

Le journaliste français Charles Bobit du journal Liberation qui est entré dans la ville de Hama en se camouflant note dans son article publié le 1 mars 1982 : *la femme que j'ai rencontrée dans la ville m'a confié qu'elle garde dans la maison le cadavre de son mari dont la tête coupée du corps de la même manière que beaucoup conservent leurs blessés à la maison. Je n'ai pas entendu l'appel à la prière puisque lors de l'appel à la prière durant la journée, les minarets de la ville sont bombardés.*

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME A L'EGARD DES KURDES

Aperçu Général

Les Kurdes constituent 10% de la population en Syrie et le groupe ethnique le plus important après les Arabes.²¹ Ainsi, 2 millions dans environ 20 millions de la population en Syrie sont des Kurdes. Tandis que le groupe religieux le plus important en Syrie est les Sunnites avec 70 %²² et presque 100 % des Kurdes sont des Sunnites et très peu d'entre eux sont des chiites. La majorité des Kurdes sont situés au nord-est du pays au long de la frontière avec Iraq et la Turquie. 30% de la population Kurdes vit au nord de Alep dans la région Afrin.

10% de la population est kurde dans la région Ain Al-Arab (Kubani) où le fleuve Euphrate entre en Syrie, le signe a. 50% résident dans le nord-Jazira²³. Ceux qui résident dans les montagnes kurdes sont les autochtones. Les Kurdes au Jazira sont arrivés plus tard et ne sont pas considérés comme citoyens de la Syrie. Ces régions du pays sont la région la plus riche en termes des ressources pétrolières. Près de la moitié du produit national brut (PIB) de la Syrie est basée sur les revenus du pétrole et ce qui démontre l'importance de la région pour l'économie du pays. Un nombre significatif des Kurdes vit aussi à Damas, Alep et Attakié.

Contexte historique

Il est nécessaire d'examiner la position des Kurdes en Syrie dans le processus historique en deux grandes périodes. La première des deux périodes est celle entre de la Première Guerre mondiale et des années 1950 et l'autre, c'est la période qui va des années 1950 jusqu'à nos jours et marquée par le nationalisme arabe indépendant.

Kurdes en Syrie ont fait des émeutes de temps en temps, avec la provocation des Français, ont saisi les bâtiments publics et ont remplacé les drapeaux syriens par les drapeaux kurdes dans les premières années de l'indépendance de la Syrie. En effet, le problème tel que vécu dans les autres pays prend ses origines dans le contexte politique du début du 20ème siècle. Après la Première Guerre mondiale de nouvelles frontières sont apparues au Moyen-Orient et le nombre des Kurdes était en Syrie sous mandat français était moins que celui en Irak et en Turquie, En plus de cela, après la répression par la violence des insurrections des Kurdes en Turquie dans les années 1920 et 1930, la création du Comité Xoybûn en 1927, de nombreux Kurdes sont allés en Syrie en tant que réfugiés

Au cours du mandat français 1920-1946, tous les éléments ethniques différents en Syrie ont été admis à la citoyenneté dans le cadre la politique de la France visant créer de la diversité. Les Kurdes ont bénéficié de nombreux avantages dans la période du mandat, ils sont même

²¹ 10 % de la population syrienne est constitué des Kurdes, 6% des Arméniens, 2% des Turkmènes, 4% des Grecs et des Juifs, tandis que 2% des Circassiens et 3% des Druzes et 73% est constitué des Arabes., yüzde

²² La population de la Syrie compte 90 % de musulmans et 10 % de chrétiens. Parmi les musulmans, 78 % sont sunnites, les 22 % restants se répartissent entre d'autres groupes musulmans, principalement les alaouites et les druzes, mais également, en moindre nombre, les ismaéliens et les chiites.

²³ Robert Lowe, "The Syrian Kurds: A People Discovered", Chatham House Middle East Programme, Ocak 2006

impliqués dans l'armée.²⁴

Jusqu'aux années 1950, comme c'est vu plus haut, les Kurdes en Syrie ont continué leur vie sans pression. La situation a changé par la suite des années 1950. Après cette période, les gestionnaires de la Syrie ont vu l'identité kurde comme menace à l'intégrité du pays et certaines restrictions ont été mises en place. Les pressions sont devenues de plus en plus fortes dans les années 1960 avec la montée du nationalisme arabe.

Durant ces années, la réforme agraire, vise à affaiblir le pouvoir économique des élites traditionnelles des Kurdes. 43% des terres expropriées dans le cadre des réformes se trouvaient dans la région Jazeera. Le recensement de 1962 a été la source de beaucoup de problèmes d'aujourd'hui. Le but du recensement était de déterminer combien de Kurdes sont entrés en Syrie en passant par la Turquie et Irak de manière illégale. Les Kurdes ont dû prouver qu'ils vivent en Syrie au moins depuis 1945 afin d'obtenir la citoyenneté. L'objectif derrière cette politique était permettre la domination des Arabes sur la riche région nord-est. Les Kurdes qui n'ont pas pu le prouver ont perdu leur citoyenneté. Environ 120.000 citoyens kurdes ont perdu leur citoyenneté sous prétexte du gouvernement syrien de distinguer des différents éléments ethniques. Les restrictions sur l'utilisation du kurde ont suivi cette politique.²⁵

Avec l'arrivée au pouvoir de du parti baas, le nationalisme arabe est devenu un déterminant de la politique en Syrie. Une politique de discrimination a été mise en oeuvre par Mohammed Talip Hilal dans les régions au Nord et visait l'arabisation de cette région. Les Kurdes ont été déportés de cette région. Il y avait également des motifs économiques derrière cette politique de ceinture arabe. La plupart des ressources pétrolières et de la production du blé et du coton viennent de cette région. Ceci semble soutenir ces considérations.

Dans les années 1970, les villages modernes agraires ont été fondés pour les Arabes. En 1975, 4000 Arabes ont été transférés dans cette région par le gouvernement syrien et 41 villages agraires ont été construits. Bien que le projet soit suspendu en 1976, les Kurdes déportés n'étaient pas autorisés à retourner dans leurs anciens lieux.²⁶

Dans les années suivantes, les restrictions visaient non seulement les droits d'identité des Kurdes mais aussi ils étaient privés de leurs droits de l'éducation et l'usage de leur langue maternelle ainsi que leurs droits culturels tous comme ceux des Arméniens et autres minorité ethniques. La loi qui est entrée en vigueur à la fin des années 1970 a eu pour conséquence de changer les noms des rues et des quartiers kurdes en arabe.

Ces politiques étaient une conséquence du nationalisme arabe préconisé par le régime syrien. Durant les années 1970, 80 et 90, le gouvernement syrien avait maintenu de bonnes relations avec les Kurdes. A cette époque le mufti de la Syrie était un Kurde Ahmed Sheikh Qufaru.

²⁴ Salma Mardam Bey, Syria's Quest for Independence, Ithaca Press, Gary C. Gambill, "The Kurdish Reawakening in Syria", Middle East Intelligence Bulletin, Vol 6, No 4, Avril 2004, Sami Moubayed, "US Designs on Syria's Kurds", Asia Times, 9 avril 2005.

²⁵ <http://levantwatch.blogspot.com/2006/05/suriye-krtileri-ve-trkiye.html>

²⁶ HRW Report 2009, Group Denial ; Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria , p.15

De plus, Mahmoud Ayyoub, un Kurde était le premier ministre du pays entre les années 72-76. La Syrie a aussi développé des relations amicales avec les Kurdes en Turquie et Iraq au point d'ignorer les camps d'entraînement du groupe PKK établi en Syrie. Cette situation s'explique par le fait que le gouvernement syrien voulait surtout éradiquer les Frères musulmans considérés comme plus menaçant que les Kurdes. Il faut aussi noter que les Kurdes qui ont accédé à des positions importantes dans l'Administration n'ont pas cherché à améliorer les conditions de vie de Kurdes.

Après les années 1990, une politique de plus en plus répressive a été appliquée à l'égard des Kurdes. La pression turque sur la Syrie au sujet du PKK et Abdullah Ocalan et les efforts de la Syrie pour améliorer ses relations avec Saddam expliquent cette nouvelle tendance. Le fils de Hafez Al-Assad qui est accédé au pouvoir en 2000 avait promis de donner la citoyenneté syrienne aux Kurdes, mais cette promesse n'a pas été tenue. En outre, les événements de 2004 ont démontré le degré de la violence que la Syrie est prête à appliquer pour réprimer les Kurdes. Les violations des droits de l'Homme constatés après les événements de Qamishli seront étudiées plus en détail dans la section suivante.

Evénements 2004²⁷

Le 12 mars 2004, un groupe kurde et un groupe arabe se sont disputés en utilisant des slogans politiques lors d'un match de football. On ne sait pas exactement comment la dispute a commencé. Certains affirment que les Arabes ont affiché les photos de Saddam, d'autres soutiennent que les Kurdes ont utilisé des slogans en faveur de Mesut Barzani et Bush

Kurdes et Arabes à Qamishli ont commencé à combattre avec les forces de sécurité, ils ont utilisé des slogans comme "Kurdistan libre", "soulèvement jusqu'à la fin l'invasion" qui n'étaient jamais entendus. Le gouvernement syrien a dû envoyer des renforts à la ville pour réprimer le soulèvement. Les forces de sécurité ont dû intervenir violemment lors d'affrontements avec les Kurdes et selon certains témoins même les bombes à fragmentation ont été utilisées. Les funérailles des personnes mortes au cours des manifestations sont aussi marquées par une autre dispute. Les cercueils étaient enveloppés dans le drapeau kurde, des slogans Pro Barzani ont été utilisés et les photos d'Assad ont été brûlées. Ainsi, les forces de sécurité, qui ont participé à la cérémonie ont dû intervenir. Les événements semblables sont vécus peu de temps après dans les villes al-Ayn, Hasaka, Amude, Alep où les Kurdes habitaient. 7 Kurdes sont morts suite à l'intervention des forces de sécurité lors d'un rassemblement, les lieux de travail et des commerces appartenant à des Kurdes ont été pillés par les Arabes à Hasaka, des voitures et des magasins appartenant à des Arabes ont été endommagés par les Kurdes. Ces derniers ont attaqué des bâtiments publics et la propriété privée, certains véhicules et des bâtiments dans d'autres villes.

Ces événements en Syrie ont également suscité des préoccupations en Turquie, Iran et Irak. Ces événements suivis attentivement en Turquie et les mesures de sécurité sont accrues aux

²⁷ Voir: Abdi Noyan Özkaya, Suriye Kürtleri : Siyasi Etkisizlik ve Suriye Devletinin Politikaları (Kurdes de la Syrie: , USAK Dergi, Vol 2, No:8, p 103-108

frontières. Le Ministre des Affaires étrangères de l'époque, Abdullah Gul a déclaré que « l'événement n'a aucune raison d'aller vers la Turquie en raison du fait qu'on ne peut parler d'un conflit turco-kurde en Turquie ».

Les forces de sécurité syriennes ont intervenu pour réprimer ces actions. Les frontières avec Irak et la Turquie ont été fermées dans la province de Hasaki et l'entrée et la sortie de la ville de Qamishli sont interdites. Les renforts de l'armée ont été envoyés à la ville où les incidents ont eu lieu et près de 2.000 personnes ont été arrêtées. Quelques mois après, le gouvernement a interdit tous les partis kurdes qui ne possèdent pas de la licence mais qui pouvaient exister avant et les activités de ces partis sont interdites.

L'information par rapport au nombre de personnes qui ont perdu la vie à la fin de ces événements est contradictoire. Selon les sources officielles de la Syrie, le septième jour de la manifestation le nombre de morts est de 25. Mais selon des sources kurdes, dans les trois jours, 94 personnes ont été tuées. D'autre part, les sources occidentales dans la plupart des rapports publiés une longue période après les événements, on estime le nombre de décès aux alentours de 40.000.²⁸

Avec les événements décrits ci-dessus, les Kurdes et le gouvernement syrien ont commencé à rencontrer des problèmes graves. Les organisations de droits de l'Homme ont critiqué vivement gouvernement syrien concernant les événements. Tension accrue, un an après en 2004 avec l'assassinat du fameux érudit islamique kurde, le cheikh Muhammad Massouk Haznavi. Ce dernier était pour le régime en place avant les événements de Qamishli et devenu contre, par la suite, il a aussi attiré l'attention du gouvernement syrien en revendiquant l'octroi des droits culturels aux Kurdes. En dépit des avertissements de l'Administration qui était dérangée de son explication et il n'a pas changé de position de manière significative et il a commencé à émerger comme une personnalité importante des kurdes. Cependant, Haznavi est disparu en Mai 2005, et plus tard près de trois semaines, début Juin il été trouvé mort, à environ 270 km de Qamishli, dans le sud de la ville de Deyr Ez-Zor. Bien que le gouvernement de la Syrie a expliqué qu'il a été assassiné par la criminalité des gangs, selon les kurdes, c'est un assassinat revendiqué.²⁹

Ces événements ont nui aux relations entre la population kurde et le régime syrien et plusieurs violations de droit ont commencé à apparaître. Le présent rapport aborde certaines de ces violations les plus répandues.

La discrimination identitaire à l'égard des Kurdes

On peut voir des politiques répressives à l'égard des Kurdes dans plusieurs domaines. Les activités politiques des Kurdes font surtout face a des pressions sérieuses. En plus de cela, le problème le plus important pour les Kurdes vivant en Syrie c'est le problème d' "identité".

²⁸ 'One Year After the March 2004 Events' ve Lowe, *A People Discovered* Chatham House Middle East Programme, Ocak 2006 s. 5.

²⁹ Abdi Noyan Ozkaya, a.g.e.,p.107

Il existe aussi des pressions politiques, sociales et culturelles contre les Kurdes en Syrie. La discrimination identitaire visant les Kurdes rend encore plus difficile la résolution du problème au sens historique. 350 000 des 1,5 millions Kurdes qui vivent en Syrie ne sont pas reconnus comme citoyens du pays et sont considérés comme des étrangers la carte qui leur est donnée. Ces Kurdes sont privés des droits de vote, de propriété, au travail dans les institutions publiques, aux soins de santé dans les hôpitaux publics et de voyager. Les Kurdes ayant le statut de “Ejanibe” ne peuvent se marier officiellement avec les citoyens syriens et les enfants qui sont nés des mariages religieux ne peuvent même pas avoir le statut d’Ejanibe et ont le statut de “Maktoumine” (hors du registre). Les Maktoumine n’ont pas de nationalité ni carte d’identité. Les enfants ayant le statut de maktoumine doivent demander une autorisation politique pour s’inscrire à l’école. Le taux d’inscription des enfants ayant ce statut est très faible à cause des procédures longues pour obtenir l’autorisation. Cette pratique fait partie de la politique du gouvernement de déséduquer les Kurdes. Le nombre des Kurdes ayant le statut d’Ejanibe et de Maktoumine dépasse 350.000.

Les violations au sujet des droits d’association et de manifestation

Après les événements de 2004 à Qamishli, le gouvernement syrien a fait encore plus de pressions sur les Kurdes et a voulu restreindre leur droit de manifestation, ce qui est qualifié d’intifada par les Kurdes. Dans ces manifestations, suivi par les organisations des droits de l’Homme, les Kurdes revendiquent généralement le respect de leurs droits de l’Homme.

Beaucoup de kurdes ont assisté aux funérailles de Haznavi et ont protesté le gouvernement³⁰. Les policiers ont intervenu pour réprimer les manifestants et environ 60 manifestants ont été arrêtés³¹.

En 2006, les policiers ont intervenu violemment dans un spectacle organisé à l’occasion de la Journée internationale des droits de l’Homme, certains spectateurs sont détenus. Un des organisateurs de ce spectacle, Fuad Aliko affirme que,

“Les forces de sécurité se sont tournées vers moi, mes deux fils et un ami et ont commencé à tirer de manière incontrôlée. Si bien que j’ai dû me faire un traitement pendant 15 jours en raison de blessures que j’ai eues.”³²

On peut également noter d’autres exemples d’événements qui illustrent les violations des droits de réunion et de manifestation de la population kurde en Syrie.

Par exemple, lors de la manifestation des Kurdes en Novembre 2007 pour protester l’intervention militaire de la Turquie dans le nord de l’Irak contre certaines des forces de sécurité ont utilisé des bombes lacrymogènes contre les manifestants, ont causé la mort d’une personne alors que deux personnes ont également été blessées gravement. Toutefois, près de

³⁰ <http://www2.amnesty.se/uaonnet.nsf/Senaste+veckan/BEAD457AAD39CFBCC1257007002C8690?opendocument> (accessed September 10, 2009).

³¹ HRW Report 2009, Group Denial ; Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria , p.18

³² HRW Report 2009, Group Denial; Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria , p.18

20 manifestants ont été arrêtés et ont été déférées aux tribunaux militaires pour le procès.³³ Les forces de sécurité ont aussi empêché en Mars 2008 les étudiants kurdes à l'Université d'Alep.³⁴

21 personnes ont été détenues dans un autre incident, qui remonte au février 2009, lors des manifestations contre la loi n ° 49 dans la région al-Jazira,³⁵. En Mars 2009, les forces de sécurité ont arrêté 13 étudiants à l'Université d'Alep dans un programme pour commémorer les victimes des événements de Qamishli en 2004.³⁶

Détentions Arbitraires et Tortures subies par les Kurdes

Les conditions de détention et les mauvais traitements subis par les prisonniers en Syrie sont décrits dans la première partie du présent rapport. Les Kurdes subissent également les mauvais traitements semblables. Les familles ne peuvent pas rencontrer les détenus ou ne savent pas dans quelle prison ils sont placés. En général, les prisonniers sont détenus dans des unités de sécurité et ils sont transférés plus tard dans les prisons normales. Mais, l'emprisonnement dans les unités de sécurité peut parfois prendre même des mois. Ce ne sont pas seulement les Kurdes mais aussi d'autres groupes ont subi ce type de traitements. Un des membres du PDK explique que :

“Lorsque j'étais détenu dans le prison de Qamishli, ma femme est venu me voir avec mon enfant, il a été donné seulement 5 minutes pour notre rencontre. Suite aux exclamations de mon enfant et de ma demande, on a ajouté 5 minutes à la durée du rencontre.”³⁷

Un autre problème concernant les conditions de détention consiste à la torture appliquée contre des détenus. Diverses organisations de droits de l'Homme ont fait des recherches sur ce problème et les résultats ont des dimensions effrayantes. Beaucoup d'informations sur les victimes de torture sont partagées. D'après un des manifestants qui ont été arrêtés lors des protestations en Novembre 2007 à Qamishli,

“Ils nous ont emmenés au poste de police à Qamishli et la première nuit, ils nous frappaient. Nous avons soumis à la torture les 12 prochains jours et plusieurs semaines ont été très difficiles. Nous avons les mains attachées derrière le dos, les yeux fermés et ils voulaient nos empreintes digitales. Ils nous ont accusé d'être l'agent des Américains et ont battu avec des câbles.”³⁸

Une victime arrêté et emprisonné pendant 3 mois, en 2008, explique ce qu'elle a subi :

“... ils serraient mes mains et mes pieds et mes yeux fermés avec une chose noir. Ainsi, j'ai attendu 11 jours, et ils resserraient seulement quelques minutes pour manger. Si je risque de

³³ HRW Report 2009, Group Denial; Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria , p.3

³⁴ HRW Report 2009, Group Denial; Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria , p.3

³⁵ HRW Report 2009, Group Denial; Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria , p.3

³⁶ HRW Report 2009, Group Denial; Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria , s.4

³⁷ Pour avoir plus de détails voir. Human Rights Watch interview with PYD activist C.C., June 25, 2009

³⁸ Pour avoir plus de détails voir. Human Rights Watch interview with PYD member F.F., June 20, 2009

*tomber du sommeil, ils me mettaient dans l'eau froide et ont battaient avec des câbles. J'ai passé beaucoup de maladies à cause de cette torture. Après être libéré, de nombreuses maladies apparues dans mon ventre, mes reins, et ma poitrine. "*³⁹

L'un des types de torture les plus appliquées est d'exposer au manque de sommeil. Un prisonnier détenu en 2006 explique :

"... Ils m'ont mis seul dans une cellule, et les gardes viennent souvent dans ma cellule et m'ont dit de ne pas dormir et m'ont réveillé avec de l'eau froide et m'ont demandé de rester en vie ..."⁴⁰

Un autre détenu et un activiste kurde explique ainsi les conditions de détention :

*"Nous étions dans une cellule sans air ni lumière du soleil. Nous n'avions pas de possibilité de recevoir l'air frais. Nous avons eu une couverture en hiver, et elle était pleine de puces et insectes piqueurs. Notre conversation a été interdite dans la cellule. Celui qui parlait était battu et insulté".*⁴¹

De plus, certaines victimes sont elles-mêmes dans l'embarras d'expliquer des injures qu'elles ont subies. Dillen. Mais en général, ils parlent des insultes pour les mères, épouse, la sœur de la victime de la torture. Selon l'expression d'un prisonnier kurde, les gardes répétaient que tous les Kurdes sont traîtres.⁴²

La Situation des Partis Politiques

De plus, suite aux événements de 2004, les responsables syriens ont annoncé la fermeture de tous les partis politiques. Après ces événements, le nombre d'actions en justice engagées en particulier sur les partis des Kurdes et les autorités de ces partis a connu une augmentation. La majorité des autorités sont jugés en vertu du décret no. 288 du Code pénal syrien et pour être présent dans les évolutions politique et sociale que le gouvernement n'autorise pas. Les forces de sécurité syriennes ont mis l'accent en particulier sur cinq partis et ont arrêté les autorités de ces partis⁴³. Ces parties sont Yakiti, Mouvement Futur kurde, Azadi, le PDK et le PYD.

À partir de 2007, sept hautes autorités exécutives de Yakiti ont été arrêtés par les forces de sécurité. Parmi ceux-ci, on trouve le secrétaire général et l'ex-secrétaire général⁴⁴. Le porte-parole officiel du mouvement futur kurde a été arrêté en août 2008. Sept autorités d'Azadi partie, y compris le secrétaire général ont été arrêtées en Juillet 2008. Le secrétaire général du parti kurde de Gauche est parmi ceux qui ont été arrêtés en Juillet 2008. Le chef du PDK,

³⁹ Pour avoir plus de détails voir. Human Rights Watch interview with D.D, June 19, 2009

⁴⁰ Pour avoir plus de détails voir. Human Rights Watch interview with C.C. June 25, 2009

⁴¹ Pour avoir plus de détails voir. Human Rights Watch interview with D.D. June 19, 2009

⁴² Pour avoir plus de détails voir. Human Rights Watch interview with Future Movement member G.G. June 19, 2009

⁴³ Pour avoir plus de détails voir. Human Rights Watch interviews with Hasan Saleh June 19, 2009; and Azadi activist O.O., June 28, 2009

⁴⁴ HRW Report 2009, Group Denial; Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria , p.31

Adnan Buzan, a été arrêté par les forces de sécurité en Juin 2007.⁴⁵ Toutes ces arrestations démontrent combien il est difficile et dangereux pour les partis politiques kurdes de faire la politique en Syrie. En fait, les autorités qui ont été libérées affirment qu'elles sont suivies même après leur libération. En outre, il ya des autorités kurdes qui sont arrêtées et interrogées plusieurs fois.

Les droits culturels

Les autorités syriennes ne permettent pas les Kurdes de célébrer le Newruz depuis 4 ans. Les forces de sécurité ont intervenu contre un groupe de 3000 personnes qui ont voulu célébrer le Newruz en 2006 et utilisé des bombes lacrymogènes pour disperser le groupe⁴⁶. Les forces de sécurité ont arrêté des dizaines de personnes à cet événement. Après deux ans, en 2008, les forces de sécurité ont à nouveau intervenu un groupe de 200 personnes qui ont voulu célébrer le Newruz à Qamishli et dispersé le groupe. Les forces de sécurité ont empêché des centaines de personnes qui voulaient célébrer la Newruz détenus et des dizaines de personnes en Mars 2009.⁴⁷ Les responsables militaires ont arrêté 9 personnes en raison de participer aux célébrations de Newruz en avril 2008 et libéré au bout de huit jours.

Les forces de sécurité syriennes veulent éviter la population kurde de célébrer le Newruz, l'une des fêtes culturelles, ils interviennent également aux réunions de commémoration organisées par les Kurdes de temps en temps.

Les changements de nom

Les noms des régions kurdes ont été remplacés par ceux en arabe par les lois qui ont été appliquées en 1970. Un membre de la PYD a décrit les tortures qu'il a subies pendant sa détention par la Sécurité politique de 'Ain' arabe en Mai 2006:

*“Ils m'ont torturé physiquement et émotionnellement. La torture physique commence dès le moment où je suis arrivé à la succursale. L'officier qui dirige la section m'a frappé sur les pieds et le corps avec un fouet. Il m'a menacé et d'insulter les Kurdes. Il a trouvé un carnet dans ma poche où j'avais écrit le nom de la ville par son nom kurde, Kobani, que le régime avait changé en 'Ain' arabe, alors il m'a frappé avec plus de 100 coups de fouet en disant: «Bon sang et au diable Kobani. Pourquoi n'écris-tu pas 'Ain' arabe? "La torture a duré pendant près de six heures de marche-arrêt des coups.”*⁴⁸

Par conséquent une difficulté concernant les noms apparaît dans les noms des entreprises. Selon la législation syrienne, 60% des écrits dans les magasins et sur la boutique de Windows doit être l'arabe. Seules les marques internationales telles que «Adidas» et «Mercedes» sont exemptés de cette obligation.

⁴⁵ HRW Report 2009, Group Denial; Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria , p.41

⁴⁶ “Use of Violence to Disperse Celebrations of Nowruz in Aleppo” (in Arabic), Syrian Human Rights Committee press release, March 21, 2006, <http://www.shril-sy.info/modules/news/article.php?storyid=618>

⁴⁷ www.shril-sy.info/modules/news/article.php?storyid=4094 (accessed October 2, 2009).

⁴⁸ HRW Report 2009, Group Denial; Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria , p.45

L'Association Kurde des Droits de l'Homme, a fait une déclaration pour souligner "l'absurdité du traitement des Kurdes, la langue parlée par des millions en Syrie, que le français ou l'anglais" et "les Kurdes syriens estiment que leur culture et la langue sont attaqués par la Syrie".⁴⁹

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La population kurde en Syrie son considérée comme absente à cause du statut qui leur est accordé par le régime syrien. Les politiques répressives et discriminatoires appliquées par l'Administration ignorent leur existence. En plus de ne pas reconnaître le statut de citoyen des Kurdes, l'Administration syrienne les empêche de la jouissance de leurs droits culturels et a l'éducation. Les Kurdes ne peuvent pas parler leur langue maternelle et ni étudier en Kurde. Même si ces politiques sont appliquées depuis longtemps, après les événements du 2004, la situation s'est détériorée encore plus.

La Syrie qui développé de belles relations avec la Turquie en ces dernieres années doit améliorer le respect des droits de l'Homme au niveau interne. Dans un contexte ou les ouvertures sont discutées en Turquie, la Syrie doit, sans plus retarder, mettre sur la table ses propres ouvertures.

Le gouvernement syrien doit amender rapidement la loi no 49 qui est la base des violations de droit, rendre les conditions de prison des conditions plus humaines. Il faut aussi écouter les critiques et les plaintes des opposants comme les Frères musulmans et la population Kurde et permettre le retour des réfugiés et résoudre le problème d'identité d'environ 350.000 Kurdes et rendre public les informations concernant les milliers de personnes massacrées et perdues.

MAZLUMDER demande aux responsables syriens;

- De faire un réforme judiciaire afin d'abolir la loi no 49 et autres lois qui sont contre les droits de l'Homme,
- D'ouvrir prisons et les centres de détention aux vérifications des organismes des droits de l'Homme,
- D'infomer le public sur les personnes qui sont disparues durant le processus qui a commencé avec le massacre de Hama jusqu'aujourd'hui tout en suivant une politique plus transparente, juger les personnes qui ont joué un role dans les violations, assurer le retour des réfugiés et prendre les mesures réparatives pour les victimes.
- De prendre en compte que le délai de prescription ne s'applique pas au cas des crimes de guerre et des crimes contre l'Humanité comme c'est vu avec les exemples de Ruanda et de Srebrenica et de rétablir la justice par les mécanismes du droit national.

⁴⁹ <http://www.haberx.com/Dunya-Haberleri/Agustos-2009/Türkiye> de Tandis que la Turquie discute l'ouverture kurde, la Syrie interdit des lieux de travail nommés en kurde. aspx

- De mettre fin à la persécution des Kurdes et régler le problème concernant leur statut national et d'assurer la pleine jouissance de leurs droits fondamentaux.

ANNEXES :

- 1- Le texte de la Loi No 49.
- 2- Le texte envoyé au Consulat concernant Mohammed Omar Hayyan Errezzuk
- 3- Le texte de la demande pour l'ouverture aux vérifications des prisons en Syrie
- 4- La communication exemplaire faite au Consulat syrien
- 5- La liste des personnes disparues durant le massacre Hama et après

Annexe-1

LOI NO. 49

Loi n ° 49 / 1980

De la Présidence

Texte de la loi n ° (49) adopté par le Conseil du peuple syrien à la session, le 7 Juillet 1980:

Article 1: Chaque personne appartenant au groupe des Frères musulmans (Jama'a) est considéré comme une organisation criminelle, qui recevra une peine de mort.

Article 2 :

a. Chaque membre de cette Jama'a sera pardonné de la pénalité indiquée dans la présente loi, s'il déclarait retrait de la Jama'a dans un mois à compter de la date de la présente loi entre en vigueur.

b. Une déclaration d'un tel retrait peut se faire selon une déclaration écrite présentée en personne au gouverneur ou à l'ambassadeur à l'égard de ceux qui étaient à l'extérieur du pays lorsque cette loi a été délivré.

Des sanctions Article 3: pour les crimes commis par un membre des Frères musulmans Jama'a dans le pays avant la mise en œuvre de cette loi, et dans deux mois pour un tel membre de l'extérieur du pays, sera réduit comme suit:

a. Si l'infraction commise est passible de mort ou de travaux forcés à perpétuité ou la détention, la peine sera de travaux forcés pour une durée maximale de cinq ans.

b. Si l'infraction commise implique d'autres infractions, la peine est l'emprisonnement pour 1-3 ans.

Article 4: Chaque membre de cette Jama'a, qui se présente en personne dans un mois à compter de la date de la présente loi prend effet si à l'intérieur du pays et dans deux mois si l'extérieur du pays, sera soulagé des peines les infractions commises avant cette loi a pris effet, pour atteindre les objectifs de l'organisation des Frères musulmans Jama'a.

Article 5: Réduction de la libération et de peine prévue par la présente loi ne s'appliquera pas à ceux en détention ou en cours de procès.

Article 6: La présente loi sera publiée au Journal officiel et entrera en vigueur à la date de sa délivrance.

Annexe-2

Lettre envoyé au Consulat général de la République arabe syrienne à Istanbul au sujet de Mohammed Omar Hayyan Errezzuk

22.12.2009

CONSULAT GENERAL DE LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE A ISTANBUL

Numéro : 2009/288
Sujet : Muhammed Omer Hayyan Errezzuk

Association des droits de l'homme et la solidarité avec les personnes opprimées MAZLUMDER est une institution oeuvrant dans les domaines des droits de l'homme depuis 18 ans en Turquie. Cette association compte des milliers de membres et volontaires, 22 branches et lutte contre les violations des droits en Turquie et dans le monde.

Le père de Mohammed Omer Hayyan Errezzuk, un citoyen syrien lui-même, a demandé à notre association qui s'occupe également avec les demandes individuelles. Le requérant, qui prétend être le père de Muhammad Omer Hayyan Errezzuk, a expliqué que son fils a quitté la Syrie dans les " Evénements de Hama " qui a eu lieu en Syrie, et se rendit à Bagdad.

Le requérant a expliqué que son fils est né en 1985 à Bagdad et qu'un document officiel a été donné à Errezzuk concernant son retour à son pays dans la demande qu'il avait faite à votre consulat à Bagdad quand il était étudiant en troisième année de l'ingénierie informatique. Ledit document est en annexe 1. En dépit du document en annexe établi par les autorités officielles, le jeune étudiant, Errezzuk, qui avait quitté Bagdad en 17.11.2005, a été jugé par vos autorités et emprisonné depuis 12 ans le 13 Décembre en 2009.

Quant à évaluer les allégations du requérant relatives à l'oppression, à la condamnation de Mohammed Omer Hayyan Errezzuk sans avoir subi un procès équitable, nous prions les autorités syriennes de nous transmettre;

- L'accusation formulée contre Muhammad Omer Hayyan Errezzuk,
- Les preuves concernant l'accusation,
- La décision du tribunal avec motifs quant à la condamnation de 12 ans.

MAZLUMDER Istanbul

Pour information et exigence:

1. République Arabe syrienne, Ambassade en Turquie
2. République arabe syrienne Ministère des Affaires Intérieures
3. République arabe syrienne Ministère des Affaires étrangères
4. République arabe syrienne Ministère de la Justice

Annexe-3

Demande faite par Mazlumder au sujet de la surveillance et de la production de rapports des prisons en Syrie

22.11.2009

CONSULAT GENERAL DE LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE A ISTANBUL

No : 2009/289

Sujet : Visite des prisons en Syrie

Association des droits de l'homme et la solidarité avec les personnes opprimées MAZLUMDER est une institution oeuvrant dans les domaines des droits de l'homme depuis 18 ans en Turquie. Cette association compte des milliers de membres et volontaires, 22 branches et lutte contre les violations des droits en Turquie et dans le monde.

De nombreuses organisations des droits de l'homme ont publié récemment des rapports concernant les prisons de votre pays, comme cela s'est produit dans les médias. Dans la plupart des rapports sur les prisons syriens, on mentionne l'administration non transparente dans les prisons affirme qu'aucune des organisations des droits de l'homme est autorisé à prendre le contrôle de ces prisons.

MAZLUMDER veut faire des visites dans les prisons de votre pays et faire connaître leurs observations à l'opinion publique internationale s'atténuer les doutes à ce sujet.

MAZLUMDER demande de l'autorité de votre pays d'envoyer un comité chargé de faire une enquête sur les conditions des prisons dans votre pays.

MAZLUMDER Istanbul

Annexe-4

CONSULAT GENERAL DE LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE A ISTANBUL

04.01.2010

No : 2010/2

Sujet : Texte de la demande no 2009/289 datée du 22.12.2009

À la demande envoyée à votre Consulat avec la lettre concernant, notre association a été appelée par vous et a demandé de nombreux documents et informations.

En référence à votre demande, nous soumettons nos règlements de l'Association dans l'annexe.

Nous vous prions de nous envoyer par écrit toute autre demande.

MAZLUMDER Istanbul

Une liste de Certains Détenus Disparus dans la province de Hama en Syrie

No.	Nom	Lieu/Date de naissance	Qualification/Métier	Date/ Lieu de Détention
1	Anas Mohammed Suhail al-Za'eem	1956	Traducteur	1980
2	Ameen Abdulkadir Alloush			
3	Usama al-Jamal			
4	As'ad al-Khani	1954	Soldat	1982
5	Ahmed al-Ajeeb	1945	Chauffeur	1982
6	Ibrahim Asfour	1943	Ingénieur d'Agriculture	1986
7	Ahmed Kaddah			1980
8	Ahmed Mohammed Dakkak	1949	Travailleur	1980
9	Ibrahim Abdulkadir Wad'a	1958	École secondaire élève /Charpentier	1982
10	Ahmed Ibrahim Ak'ak	1947	Soldat	1981
11	Ahmed Shihab al-Deen As'ad	1954	Professeur	1981
12	Walid Ra'eef Abu Touk	Hama - 1938		1982
13	Mustafa al-Omari		Travailleur	
14	Ibrahim al-Sheikh		Agriculteur	1982
15	Iyad Abdulhaseeb al-Najjar	1961	Etudiant	1993
16	Anas Abdulkareem Shakaki		Etudiant	1981
17	Anas Fawzi al-Kurdi	1962	Etudiant	1980
18	Ahmed Murad	1952	Professeur	1982
19	Adham Sobhi Naddaf	1945	Soldat	1980
20	Ibrahim Sobhi Naddaf	1947	Etudian du 2eme cycle	1980
21	Ayman Wattar	1968	Etudiant	1980
22	Ameen Zakiyah		Etudiant	1980

23	Ameen Khallouf	1956		
24	Ahmed Hussein Zamou'h	1963	Etudiant	1980
25	Isma'il Hallaq	1938	Professeur	1930
26	Ahmed Habboul	1958		1978
27	Ahmed Akram Junaid		Etudiant	
28	Ahmed Khabbaz	Hama - 1966	Boulangier	1975
29	Isma'il Asfour	1958	Postman	1980
30	Ibrahim Zakkar	1959	Etudiant	1980
31	Ahmed Mustafa Da'da'	1956	Fonctionnaire	1982
32	Ahmed Mahmoud Zuwain	1958	Fonctionnaire	1981
33	Ibrahim Abdulkadir Nashaar	1950	Soldat retraité	1981
34	Ahmed Abdullah al-Hajah	1964	Forgeron	1982
35	Ahmed Mash'aljy		Etudiant	
36	Ahmed Afreet	1949	Professeur	1980
37	Ahmed al-Mustafa		Professeur	
38	Zaki Sadafi	Hama - 1955		
39	Ahmed Awadh		Ingénieur	1982
40	Ahmed Rashwani	1955	Etudiant	1975
41	Ahmed al-Mami			1981
42	Ibrahim al-Shami	Hama – Old man		
43	As'ad Mohammed Nur Kurdi	1956	Etudiant	1981
44	Ameen al-Asfar	1950	École secondaire élève /Agriculteur	1978
45	Ahmed Jarwan		Soldat	1980
46	Ahmed Hosam Barakat	1961	Etudiant	1981
47	Ayman Nazi	Hama – 1962	Etudiant	1981
48	Akram Kalboun	Hama		
49	Ahmed Jamal Attar			

50	Adham Shakaki	Hama		
51	Isma'il Obaisy		Etudiant	1981
52	Amjad Kallas	1953	Etudiant	1977
53	Akram al-Bannah		Etudiant Faculté de la Médecine	1978
54	Ahmed Tallas			1982
55	Ahmed Mubarak	1962	Etudiant	1981
56	Ayman Abu Qasim			1986
57	Ayman Kulaib			1982
58	Iyad Kandakji	1962	Etudiant	1981
59	Ahmed Aziz	1954	Chef de l'Armée	1982
60	Ahmed Sobhi al-Badr	1960	Etudiant	
61	Ayman Umar Najjar	1964	Etudiant	1980
62	Usama Fattouhi	1958	Etudiant	1980
63	Ahmed Za'rour	1960	Etudiant	1980
64	Bassam Break	Hama		
65	Bashir al-Shami	Hama		
66	Bassam Ahmed al-Melly	Hama - 1954	Vet	Damascus - 1980
67	Bashir Hunaithe			
68	Bashar Turkawi			
69	Basim Abdulmajid Lutfi			
70	Bashar Ja'mour	Hama - 1949	Chef	1982
71	Badr Safiyah	1956	Etudiant	
72	Mohammed Bashir al-Murad	Hama - 1925	Grand Mufti de Hama	1982
73	Bassam Sobhi Shakaki	Hama - 1957	Ingénieur	1980
74	Bassam Sharkas	1962	École secondaire élève	1981
75	Bassam al-Tahaan	1955	Ingénieur	1980

76	Badr Ahmed al-Hammoud	1950	Fonctionnaire	1980
77	Basel Hourani	1960	Etudiant	1978
78	Tammam Olwani	Hama		
79	Turki Umar Diyab	1939	Fonctionnaire	
80	Tamim Kiyalah	1960	Etudiant	1980
81	Tamer Ya'ghi	1955	Ingénieur	1979
82	Hosam Sarhan	1967	Etudiant	1980
83	Jamal al-Sheikh Yusuf			
84	Hayyan Arki	1962	Etudiant	1982
85	Hosam Ahmed Arna'out	Hama		
86	Jamal Khalid Shammani			
87	Jamal Deiry			
88	Hammoud al-Farakh	1944	Imam	1980
89	Khalid Karnazi	Hama		
90	Khalid Habbab	Hama - 1941	Ingénieur	
91	Hosam Adham Najjar	1958	Etudiant	1984
92	Hasan Arwani	1958	Technicien	1980
93	Khalid al-Sheikh	1958	Etudiant, Faculté de la Médecine	1980
94	Hamdi Za'rour			
95	Khattar Barazy	Hama		
96	Hussein Yusuf Zuwain	1950	Constructeur	1982
97	Hasan Najjar	1947	Professeur	1980
98	Hayyan Abdulrahman al-Salaq	1957	Etudiant	1982
99	Hafiz Qanabiz			
100	Hayyan Saffaf	Hama - 1949	Professeur	1979
101	Jamal Abdulrazzaq al-Za'eem	Hama - 1950	Commerçant	1982

102	Jamal Abdul'ghani al-Ra'ey	1965	Etudiant	1982
103	Hayyan Adnan Sarakabi	Hama - 1967	Etudiant en Ingénierie	1981
104	Hammoud Yasin		Travailleur	
105	Hammoud Na'san al-Ameen	Hama	Travailleur	
106	Hussein al-Khani	Hama		
107	Jasim al-Shaddah		Travailleur	
108	Hassan Ahmed Mazhar al-Najjar	1957	Etudiant	1978
109	Hussein Sa'eed Da'da'	1935	Epicier	1982
110	Jihad Ayyash		Soldat	1980
111	Hafiz Kadri Shaheen			
112	Habeeb al-Turk			
113	Hamdou Shihab al-Hussein			
114	Hassoun al-A'raj	1944	Colonel dans l'Armée	1975
115	Hassan Zikra	1956	Commerçant	1981
116	Hussein Rajwa	1958	Etudiant	1979
117	Khalid Hussein Maraqa	Hama/1959	Etudiant	1978
118	Haytham Najeeb al-Ahdab	Hama/1948	Ingénieur Civil	1982
119	Husam Abdul-Kareem Musa al-Hallaq		Etudiant	1982
120	Hayyan Takm	1965	Etudiant	1982
121	Gamal Za'tini			1982
122	Khaldoun Maraqa	1953	Etudiant	1979
123	Safwan Halabiah	1967	Etudiant	1982
124	Talal Ahdab	Hama/1952	Ingénieur	1979
125	Dhgheim Hussein Fakhri	1955	Soldat	1980
126	Salah Obeisi	1960	Etudiant	1981
127	Talal Abdul-Rahman al-Shami	Hama/1960	Etudiant	
128	Taha Abdul-Salam	1940	Travailleur Medical	1982

	Modallalah			
129	Talal al-Hafiz			
130	Taha al-Ashi			
131	Sameer al-Uzun	1961	Travailleur	1980
132	Shadhan Halabiah	1938	Fonctionnaire	1982
133	Sameer Masri	1962	Etudiant	1982
134	Sha'ban Khattab			
135	Samer Taher al-Za'eem	Hama/1960	Etudiant	1980
136	Samer Mohammed Baher al-Shuqfah	Hama		
137	Suhban Abdul-Kader Barakat	1962	Etudiant	1981
138	Salem Mohammed al-Hamed	Hama/1958	Etudiant	1981
139	Yusuf Mahmoud Izzideen	Dooma/1953	Soldat	1979
140	Sameer Barri	1960	Etudiant	1982
141	Shaheer Shaheen Halabi	1961	Etudiant	1981
142	Asa'ad Katranji	1958	Etudiant	1981
143	Sa'eed Tanjeer	Hama/1949	Tailleur	
144	Sobai' Sa'eed al-Jabi	1961	Soldat	1981
145	Sameer Shareef Kannout	Hama		
146	Sohail Mahmoud Attar	1961	Etudiant	1982
147	Mohammed Khei Abdul-Hameed Hamad	Hama/1950	Comptable	1980
148	Sa'eed al-Shami	Hama/1948	Professeur	1980
149	Suhail al-Sha'ar	1937	Professeur	1982
150	Sa'eed al-Sheikh Sa'eed	1950	Ingénieur	1980
151	Sa'eed Abdi	Hama/1943	Professeur Philosophie	1978
152	Sohail Daghistani	1934	Fonctionnaire	1979
153	Sa'eed al-Rayyes			
154	Sa'eed Abdul-Kareem	Hama	Etudiant	1981

	Shukaky			
155	Sameer Takm	1960	Etudiant	1982
156	Shareef al-Saleh	1961	Etudiant	1980
157	Riyadh Khattab	1954	Assistant Ingénieur	1981
158	Walid al-Itr	1951	Agricultural employee	1982
159	Zaher Barazi	Hama/1963	Etudiant	1985
160	Zain al-Abideen Alwani	Hama/1956	Professeur	1979
161	Walid Mohammed Daqaq	1958	Commerçant	
162	Zuhair Dibsawi	1950	Imam	1982
163	Ziyad Jadeed	1949	Ingénieur	1980
164	Yahiya al-Shami	Hama/1957	Pharmacien	1979
165	Yasser Fakhri	1949	Professeur	1979
166	Riyyadh Ja'mmour	Hama/1947	Ingénieur	1979
167	Riyyadh Ja'bani		Etudiant	
168	Rif'at Khalid al-Ras	1944	Tailleur	
169	Ziyad Musadi	1952	Professeur	
170	Walid Lababidi	1948	Forgeron	1981
171	Yusuf Zowen	1930	Forgeron	
172	Yahia Ali Ismaeel	1943	Vendeur de chaussure	1982
173	Ziyad al-Sheikh Othman	1950	Fonctionnaire	1982
174	Wasil Jadeed	1964	Charpeniter	1982
175	Riyadh Yasin Allouch	1954	Travailleur	1982
176	Radwan Shalan al-Hasan	Kamhana/1942		1981
177	Yaser Dahmeech			
178	Walid Khalid Adi	1940	Fonctionnaire	1982
179	Yahiya al-Sa'adi	1959	Soldat	1980
180	Yahiya Bachori	1963	Etudiant	1980
181	Safwan Qudsi	Hama		
182	Talal Hatem Mar'adoon			1980

183	Zafer al-Sheikh Ahmed			
184	Talal Saraqbi	1958	Etudiant	
185	Fahd al-Shab	1955	Soldat	1981
186	Fahd Sobhi Naddaf	1945	Fonctionnaire	1981
187	Kasim Kizawi Karrouch	1935	Chauffeur	1981
188	Faisal Khlaif			
189	Fadi Hijazi			
190	Fareed Shukfeh	Hama		
191	Mohammed Deeb Hambazli	Hama	Commerçant	1980
192	Fawzi Kurdi	1928	Professeur	1980
193	Fayez al-Omari	1958	Etudiant	1980
194	Faysal Mobayyedh	1952	Médecin	1980
195	Fahd Ahmed Zamzoom			
196	Fawaz Abfdul-Ra'ouf Jammal	1958	Soldat	1981
197	Nabeel al-Uzun	1960	Etudiant	1981
198	Najeh Abdul-Kareem al-Shami	Hama/1949	Professeur	1984
199	Kamal Khalid shamali			
200	Nabhan al-Doori			
201	Nidhal al-Shuhnah	Hama/1961	Etudiant	1981
202	Mohammed Ghiyath Ra'eef al-Shawwaf	Hama/1959	Commerçant	1982
203	Nabeel Nizar al-Shawwaf	Hama/1961	Etudiant	1982
204	Sahnan Abdul-Kader al-Shawwaf			
205	Nidhal Adi	Hama		
206	Najm Mostafa Hamami	1946	Propriétaire de boulangerie	1982
207	Nasr Halabi	1943	Commerçant	1992
208	Nidhal al-Rayyes	Hama/1940	Ingénieur Civil	1980

209	Nazeeh Nahas			1978
210	Nouri al-Tanjeer	1945	Charpentier	1980
211	Kaleem Sotari	1957	Soldat	1979
212	Ahmed Kulal al-Murad	1928	Professeur	1982
213	Ghaleb Musa Pacha	1928	Travailleur	1982
214	Hammam Kujan	Hama/1959	Etudiant	1981
215	Ghaleb Mohammed Na'ous	1949	Professeur	1983
216	Ghazi Nashar	1957	Plâtrier	1981
217	Ghazi Twit	1957	Etudiant	1980
218	Khalid Mohammed Haddad			
219	Ghazwan Mohammed Hisham al-Shukfah	Hama/1966	Commerçant	1982
220	Hisham Afreet	1954	Soldat	
221	Hisham Othman Baroodi			
222	Haytham Soowi	1954	Ingénieur	1980
223	Haytham A'waj	1943	Fonctionnaire	1978
224	Ghiyath Ayyach			1982
225	Ghaleb Quannout	Hama/1959	Soldat	1982
226	Abdul-Salam Arwaneh	1934	Frutier	1982
227	Ali Dabbour	1945	Fonctionnaire	1982
228	Ali Kinan	1956	Etudiant	1975
229	Abdull Misto al-Halabi			
230	Azzam Junaid			
231	Asem Junbaz			
232	Omar Ahmed al-Ameen	Hama/1954	Etudiant	1975
233	Omar Khleif	1964	Plâtrier	1980
234	Abdul-Hadi Mas'ood Jawad	Hama/1958	Employé	1980
235	Abdul-Malik Jawad	Hama/1964	Etudiant	1982
236	Abdul-Aziz Mas'ood Jawad	Hama/1958	Athlete	1980
237	Abdul-Aziz Lababidi	Hama/1958	Soldat	1980

238	Othman Ahmed Ak'ak	1947	Professeur	1980
239	Amer Mohammed Dakkak	1955	Fourniture Metal	1982
240	Abdul-Mun'eim Zuwain	1960	Etudiant	1981
241	Abdul-Mon'eim Abdul-Kader Nashar	1954	Vet	1980
242	Abdullah Khlaif			
243	Abdul-Hadi Kamal Zikra	1955	Commerçant	1981
244	Abdul-Ghani Arafa	Hama/1963	Etudiant	1982
245	Abdul-Kareem Arafa	Hama/1960	Etudiant	1982
246	Abdul-Aziz Ma'arawi	1961	Etudiant	1980
247	Abdul-Salam Noweir	1959	Etudiant	1980
248	Abdo Musa Pacha			
249	Abdul-Haseeb Sakhri			
250	Abdul-Mon'eim al-Yusuf			
251	Abdul-Salam Mohammed Fallaha	Hama/1959	Travailleur	1980
252	Abdul-Razzak Kujaan	Hama		
253	Ghiyyath Rachid Kaf al- Ghazal	Hama/1968	Etudiant	1982
254	Rachid Kaf al-Ghazal	Hama/1939	Producteur de chaussure	1982
255	Abdul-Latif Abed Khattab			
256	Abdul-Razzaq Furji	1943	Coiffeur	1979
257	Abdul-Hameed Tannich		Ingénieur	
258	Isam Abdul-Kareem al-Shami	Hama/1965		1981
259	Abdul-Wahab Mohammed Nour Kazkaz	Hama/1956		
260	Abdul-Kareem Mohammed Arroub	Hama	Chef Assistant	1980
261	Abdul-Razzak Mohammed	Hama	Etudiant	1982

	Arroub			
262	Ahmad Mohi-Eddin Hamza			28/2/1982
263	Abdul-Mali Mohi-Eddin Hamza	Hama/1958	Etudiant	1982
264	Abdul-Mon'eim Bayat			
265	Ali al-Zu'bi	Hama/1938	Fonctionnaire	1981
266	Ayyach Aawa	1948	Professeur	1979
267	Abdul-Kareem Khawwam	1943	Commerçant	1982
268	Abdul-Razzaq Shahoud	1958	Médecin	1982
269	Abdul-Aziz Okrah	1943	Professeur	1982
270	Adnan Zaqqook	1949	Professeur	1982
271	Ali Solai'ay	1956	Commerçant	1975
272	Imad Turkmani			
273	Abdul-Jabbar Hijazi			
274	Abdul-Ghani Ashshi			
275	Amer Najjar	1936	Fonctionnaire	1979
276	Abdul-Mon'eim Mahmoud Zouain	1960	Etudiant	1981
277	Abdul-Lateef al-Za'eem	Hama/1945	Professeur de Philosophie	1978
278	Othman Ghazi Saffaf	Hama		
279	Abdul-Hafeez Hussein al-Za'eem	Hama/1956	Ingénieur Civil	1979
280	Abdul-Razzaq Mostafa Hamamah	1965	Etudiant	1980
281	Abdul-Ra'ouf Najeeb Kannout	Hama/1950	Soldat	1979
282	Abdo Rasheed Baroodi	Hama		
283	Abdo Mohammed Allouch	Hama		
284	Rabah Badee' Kannout	Hama/1964		1982

285	Badee' Ahmed Saleem Kilani	Hama/1957	Travailleur libre	1982
286	Waleed Badee' Kannout	Hama/1940		1982
287	Khalid Mohammed Moraich	Hama/1920	Agriculateur	1982
288	Najeeb Munzer Izzo	Hama/1964	Etudiant	1982
289	Mutee' Munzer Izzo		Etudiant	1982
290	Abdul Kareem Nairabiyah	Hama/1933		1982
291	Nizar Nairabiyah	Hama/1930		1982
292	Nasr Isma'eel Kilani	Hama/1951	Mechanicien	1982
293	Sa'ad Isma'eel Kilani	Hama/1954	Ingénieur Civil	1982
294	Abdul-Rahman Kojah	1952	Frutier	1982
295	Abdul-Kareem Kojah	1954	Frutier	1982
296	Abdul-Aziz Mohammed al-Abrach	1945	Constructeur	1983
297	Abdul-Razzaq Abdul-Aziz al-Hussein	Soran	Etudiant	
298	Abdullah Kasem al-Hassan	Soran	Etudiant	
299	Abdullah al-Sheikh Othman	1954	Etudiant en Charia	1982
300	Abdo Hamandi	1955	Travailleur	1982
301	Abdul-Ghani 'Asfour	1960	Etudiant	
302	Abdulla Abdul-Rahman Mahmoud			
303	Abdul-Raheem Hassoun	1948	Ingénieur	1979
304	Ali al-Mostafa			1982
305	Abdulla al-Ali			
306	Adel al-Razzouq	Al-Dharia/1953	Forgeron	1982
307	Abdul-Fattah al-Dada	1963	Travailleur	1982
308	Abdullah al-Jasem			
309	Abdullah al-Ahmadi			
310	Abdul-Kareem Hashish			

311	Abdullah Salamah	1954	Forgeron	1979
312	Abdul-Ra'ouf Bzinco	1941	Professeur	1979
313	Abdul-Kareem Mohammed Umari	1954	Civil Ingénieur	1980
314	Abdul-Kader Mobeydeh		Fonctionnaire	1979
315	AbdulBaset Barad'i		Travailleur	1974
316	Abdul-Haseeb al-As'ad		Professeur d'Histoire	
317	Abdullah Abdul-Aziz		Etudiant	
318	Abdul-Salam Jarjanazi		Fonctionnaire	
319	Ammar Sabbagh			1979
320	Abdul-Wadoud Murad	Hama/1930		1982
321	Imad Shukri		Professeur	1974
322	Adnan Na'san Marqabawi		Travailleur	1979
323	Othman Jazzar Pachi	Hama/1934	Commerçant	1978
324	Ali Mostafa Mahfouz		Professeur	1979
325	Abdul-Kareem Anad		Officier militaire	1979
326	Anad Mohammed al-Hajji			
327	Ali al-Sheikh Obaid		Imam	1980
328	Isam Masri	Hama/1962	Etudiant	1982
329	Abdul-Aziz Abdul-Razzaq al-Jajeh		Etudiant	
330	Abdullah Nasr Hawwa	Hama/1964		1982
331	Abdul-Fattah Nasr Hawwa	Hama/1952	Fonctionnaire	1982
332	Mohammed Ibrahim Hawwa	Hama/1958	Etudiant	1978
333	Marwan Twit	Hama/1960	Etudiant	1981
334	Ma'an Baroudi	1956	Etudiant	1980
335	Mostafa Bilal	1956	Etudiant	1979
336	Mahdi Makhoulta	Hama/1957	Etudiant	
338	Mohammed Abdullah al-Jajeh	1956	Etudiant en Agriculture	1981

339	Ma'an al-Deiri	1956	Ingénieur Civil	1980
340	Mohameed Nabeel Ayyach	1960	Etudiant	1982
341	Mohammed Armanazi	1957	Etudiant	1979
342	Ma'an Umar al-Najjar	1963	Etudiant	1980
343	Majed al-Khateeb	1952	Médecin	1981
344	Mukhles Ghaleb Kannout	Hama/1954	Etudiant en Médecine	1980
345	Mostafa Bader Kannout	Hama/1953		1982
346	Murhaf Musa Pacha	Hama		
347	Mohammed Tawfiq al-Ashi	1959	Soldat	1982
348	Mohammed Salem al-Ashi	1944	Boucher	1982
349	Mohammed Deeb Afreet	1963	Constructeur	1982
350	Ma'moun Kakhi	1954	Etudiant	1978
351	Mohammed Ahmed Kannas	Al-Taiba/1949	Juge	1982
352	Mahmoud Ahmed Abu Ali			
353	Mostafa Naseh al-Za'eem	Hama	Etudiant	
354	Mohammed Saleh No'man			
355	Mohammed Kheir al-Ra'ei			
356	Mostafa Saeed Da'da'	1935	Fonctionnaire	1982
357	Mostafa Adela al-Masri	1948	Employé de Librairie	1972
358	Mohammed Isma'eel al-Masri	Hama	Professeur d'anglais	
359	Mohammed Mallach	1954	Vet	1980
360	Muneer Na'san Jum'a			
361	Amjad Hassan Saraqbi	Hama/1966	Etudiant	1981
362	Mazen Mostafa al-Raies	Hama		
363	Mohi-Eddin Juma'a			
364	Mazen Abdul-Majeed 'Assar	1960	Etudiant	1982
365	Abdul-Salam Urwani	Hama		
366	Mohammed Kassoum	Hama/1936	Agriculteur	1981
367	Mohammed Hayyan al-Kurdi			

368	Murhaf Fakhri	1958	Etudiant	1980
369	Mazen Qabalan			
370	Mukhles Shukaki	Hama/1956	Etudiant	1978
371	Mus'ef Hassan Shukaki	Hama/1959	Etudiant	1978
372	Mohammed Urwani	Hama		
373	Mohammed Anas Rihan	Hama		
374	Mostafa Saffaf	Hama		
375	Mostafa Sulaiman Sulai'i			
376	Mouwaffaq Skaaf	1957	Etudiant	1979
377	Mohammed Hussein Fakhri	1956	Soldat	1980
378	Mohammed Hassan 'Aj'ouj	1949	Fonctionnaire	1976
379	Mobeen Kilani	Hama		
380	Mohammed Taher al-Sheik Yusuf	Hama/1945	Professeur du français	1984
381	Majed Mohammed Kazkaz	Hama/1964	Etudiant	1982
382	Ma'moun Urwani	Hama		
383	Mohammed Yahia Abdul-Rahman al-Silq	Hama/1948	Charpentier	
384	Mohammed Ali Zalaq	Hama		
385	Mohammed Abdul-Lateef Othman	Hama		
386	Maher Mohammed al-Za'eem	Hama	Etudiant	
387	Mus'ar bdul-Aziz al-Za'eem	Hama	Chauffeur	
388	Mus'ab Mohammed Nour al-Za'eem	Hama	Etudiant	
389	Murhaf Khalid Adi	Hama		
390	Mohammed Ahmed Shibli	Hama/1948	Chauffeur	
391	Mahmoud Taleb Zouwain	1935	Imam	
392	Majed Mahmoud Nasr Attar	1964	Etudiant	
393	Abdul-Razzaq Addari	Hama	Boucher	

394	Mostafa al-Za'eem	Hama		
395	Mostafa Addari al-Furma	Hama		
396	Mohammed Deeb Hanbatli	Hama/1942	Epicier	
397	Mohammed Mostafa al-Sifr	1935	Propriétaire d'usine	1982
398	Musef Obaisi	Hama		
399	Mahmoud al-Khani	Hama		
400	Mohi-Eddin Na'san al-Ameen	Hama	Travailleur	1982
401	Mu'ayad Sa'eed Beirouti	1954	Fonctionnaire	1982
402	Mohammed Khalid Kawjak	1942	Professeur	1976
403	Mohammed Ali al-Madany			
404	Moahmmmed Ali Othman			
405	Mohammed Nizar Nahhas			
406	Ma'moun Alwani	Hama/1939	Professeur	1980
407	Mustafa Rostom		Fonctionnaire	1979
408	Mohammed Sadiq Aoun	1946	Professeur	1975
409	Hisham Abdulsalam Hakawaty	Hama/1945	Employé	1982
410	Mustafa Masteen			
411	Munzir Hawrani	Hama		
412	Ma'moun Kadi			
413	Muwafaq Hafiz			
414	Mazen al-Rayyis	Hama		